Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre Combattants Algérie Tunisie Maroc - OPEX

Le PG CATM

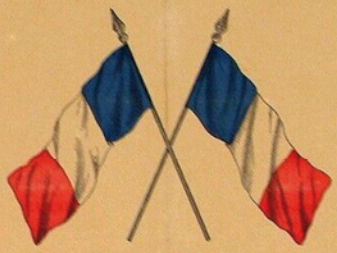
Mensuel de la Fédération Nationale des Combattants, Prisonniers de Guerre et Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc

N° 1071 SEPTEMBRE 2025

Il y a 86 ans,
Par décret du Président de la République...
Le premier jour de la mobilisation générale
est le samedi deux septembre 1939.

Modèle N° 1 — MÉTROPOLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre, de mer et de l'air est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures, moyens d'attelage, aéronefs, véhicules automobiles, navires, embarcations, engins de manutention et de tous les moyens nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de ces armées.

LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION GÉNÉRALE EST LE *Samedi deux septembre 1939*

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions de son **FASCICULE DE MOBILISATION.**

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant aux **ARMÉES DE TERRE, DE MER ET DE L'AIR,** y compris les **INSCRITS MARITIMES**, les hommes appartenant aux **TROUPES COLONIALES** et les hommes du **SERVICE AUXILIAIRE.**

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre. — *Le Ministre de la Marine.* — *Le Ministre de l'Air.*

Commission Paritaire n° 0526A05752 - ISSN 0154-7313

DATE A RETENIR

L'ADCPG-CATM-OPEX et VEUVES du Pas-de-Calais informe que la cérémonie d'hommage aux Militaires Morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie, se déroulera le

DIMANCHE 12 OCTOBRE 2025,

sur le site de Notre-Dame-de-Lorette, en présence des autorités Civiles et Militaires du Pas-de-Calais.

Depuis 1977, la cérémonie, organisée par le Pas-de-Calais, a toujours connu un très grand succès, en rassemblant plusieurs milliers de pèlerins sur la colline (la plus importante cérémonie patriotique de la région).

MINISTERE DES ARMEES

Le groupe Jeanne d'Arc est rentré à Toulon après 5 mois de déploiement opérationnel

- Parti le 24 février 2025 pour cinq mois de déploiement en Atlantique Nord, de l'équateur au cercle polaire, le Porte-hélicoptères amphibie (PHA) Mistral, son groupement tactique embarqué, la frégate de type La Fayette (FLF) Surcouf, et l'École d'application des officiers de Marine (EAOM) composant le Groupe Jeanne d'Arc 25 sont rentrés à Toulon les 15 et 16 juillet 2025.
- Les 640 marins du groupe Jeanne d'Arc ont parcouru près de 24 000 nautiques pendant 142 jours de déploiement, ponctués de rencontres et d'interactions avec les marines partenaires, entre autres américaine, colombienne, et norvégienne.
- La mission Jeanne d'Arc 2025 a atteint ses objectifs dans ses trois volets : la formation des officiers-élèves, la coopération interarmées et l'interopérabilité de la Marine nationale avec les marines partenaires, et la protection des intérêts français autour du monde.

.....

À l'issue d'un appel d'offres organisé par le ministère des Armées, l'AGPM et Allianz France ont été choisis pour mettre en place une couverture prévoyance destinée à nos 330 000 militaires.

AGPM et Allianz France sont honorés de cette marque de confiance qui s'inscrit dans une histoire de plus de 70 ans consacrée à protéger les militaires en leur proposant une prévoyance adaptée au risque de guerre, garantissant à leurs familles une couverture complète en cas de coup dur.

AU NOM DE « LA FLAMME SOUS L'ARC DE TRIOMPHE, FLAMME DE LA NATION »

Le 5 août, un individu a été filmé allumant sa cigarette à la bouche à feu de la tombe du Soldat inconnu. Cette vidéo a fait le tour des réseaux sociaux, a suscité de nombreux commentaires et une vive émotion.

Dès la parution de la vidéo, nous avons été en contact avec nos différentes autorités. Comme vous le savez, la ministre déléguée auprès du ministre des Armées, chargée de la mémoire et des Anciens combattants, Madame Patricia Mirallès et le préfet de police ont immédiatement saisi la justice, en lien avec le Centre des monuments nationaux et nous. L'individu a été appréhendé et le ministre de l'Intérieur a pris ses dispositions.

Au nom de « La Flamme sous l'Arc de Triomphe, Flamme de la Nation » et comme je l'ai dit au journaliste du Figaro (https://www.lefigaro.fr/flash-actu/c-est-une-insulte-a-la-nation-un-homme-allume-sa-cigarette-avec-la-flamme-du-soldat-inconnu-20250805), nous condamnons fermement le comportement indécent et irrespectueux de cette personne et nous partageons la consternation face au geste insultant pour tous les soldats d'hier et d'aujourd'hui. Nous ne souhaitons pas nourrir la polémique. Notre mission continue, elle est plus importante que jamais.

Bien Fidèlement
Général Christophe de Saint Chamas



SOMMAIRE SEPTEMBRE 2025

UNE – 2 septembre 1939
2 – Communiqués
3 – Editorial / Le carnet
4 – 5 – Mémoire d'Algérie
6 – 7 – Dans les départements
8 – 9 – La bataille de Sidi-Brahim
10 – 11 – Robert Badinter au Panthéon
12 – 13 – Sénat
14 – Action Humanitaire INI
15 – Note de lecture / Mots croisés
16 – Publicité

EDITO

De Pierrette SARRAZIN
Vice-présidente



L'avenir en perspective

Notre Fédération avance inéluctablement et connaît des changements en cette année 2025. Parmi le personnel, indispensable au bon fonctionnement administratif et relationnel, nous regrettons des départs et souhaitons la bienvenue aux nouveaux arrivants.

2025 est au sein de notre structure une année d'élection des membres du Bureau Fédéral et parmi eux son Président.

Déjà pouvons-nous constater beaucoup d'évolution parmi les membres du Comité Fédéral constitué des Présidents et des responsables des Conjointes survivantes. Nul doute qu'Il en sera de même au Bureau Fédéral. Quelques candidates et pléthore de candidats sont annoncés. L'idéal serait bien une représentation équilibrée des composantes de notre famille fédérale. La compétence, la motivation, la disponibilité requises mais aussi la volonté de préserver l'esprit PG guideront sans doute votre choix.

Si ce dernier critère peut agacer parfois, il est pourtant indispensable à la singularité des valeurs de notre Fédération et à sa reconnaissance extérieure.
Notre Fédération a été créée dans un esprit exclusif de solidarité, pour les prisonniers d'abord puis concrétisé par des actes de survie hors de nos frontières, des contributions au plan national dans le domaine de la santé et du confort des malades, tels les enfants et adolescents du centre « Gustave Roussy ». Elle perdure grâce à son patrimoine matériel et surtout moral, partagé par les générations auxquelles elle a été confiée.

Aujourd'hui, la vigilance pour le maintien et l'ajustement des droits acquis demeure, de même que son action sociale envers ses adhérents et ses opérations humanitaires, à l'égard cette année de l'Institution Nationale des Invalides, conduites grâce à votre générosité.

Partager mémoire et tolérance ne peuvent que magnifier notre Fédération nationale ACPG-CATM, OPEX, conjoints survivants, sympathisants qui s'inscrit parmi les défenseurs de la devise républicaine, en cette période agitée où comme l'avait déclaré Kofi Annan à la tribune de l'ONU, « la paix est un rêve suspendu ».

CARNET SEPTEMBRE 2025

NECROLOGIE

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Michel JULIAN survenu dans sa 88ème année.

Il était Président de l'Association Départementale du Gard et suppléant au Comité Fédéral depuis janvier 2000.

Avec lui disparait un militant dévoué et compétent, au service du Monde Combattant, tant au sein de son association qu'au sein de la FNCPG-CATM.

Il reçut la Médaille commémorative A.F.N. en 1959, la Croix de la Valeur Militaire en 1960 et le TRN en 1973.

Ses obsèques ont été célébrées le jeudi 31 juillet 2025 à 10h30 en léglise Saint-Jean-Baptiste de BAGNOLS-SUR-CEZE (30200).

Le « PG-CATM » exprime ses sincères condoléances à son épouse, à sa famille et à ses proches.

COMMUNIQUE
8 mai

La FNCPG-CATM confirme son attachement à la date du 8 mai et à ce que ce jour reste un jour férié.

Cette date doit rappeler à nos concitoyens la victoire sur le nazisme, elle doit être le jour de transmission à notre jeunesse des horreurs de la Shoah, de la déportation, de la tragédie de la captivité.

Il nous semble donc essentiel de conserver la date du 8 mai comme jour férié, l'objectif étant de mettre en garde contre la barbarie.

• • • • • •

Nominations à la Commission nationale de la carte du combattant

Par arrêté de la ministre déléguée auprès du ministre des Armées, chargée de la Mémoire et des Anciens combattants, Patricia Mirallès, en date du jeudi 17 juillet 2025, et publié au Journal officiel du dimanche 20 juillet 2025, 21 membres ont été nommés à la Commission nationale de la carte du combattant, au titre des représentants des anciens combattants titulaires de la carte, à compter du vendredi 1er août 2025 :

Le mandat est de 5 ans.

Jacky Françoise a été nommé. Il représente la FNCPG-CATM.

MÉMOIRE D'ALGÉRIE

L'hiver 1959

Au début de ce mois de février 1959, je reçois un télégramme me disant que ma maman était souffrante et que je devais venir la voir. Je vois le capitaine de la compagnie qui me demande un certificat médical du médecin soignant ce que l'on m'envoie rapidement.

J'arrive à l'aéroport de Villacoublay où mon père vient me chercher et surtout me rassurer sur l'état de santé de maman, elle présentait les symptômes d'un stress inexpliqué, mais l'alerte est passée et elle se remet tranquillement.



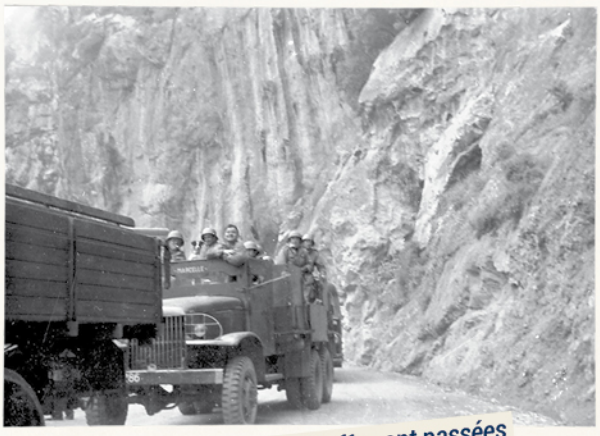
La Chiffa

Je passais donc une semaine de permission avec ma famille et aussi un petit séjour aux sports d'hiver dans les Vosges avec mes frères.

A mon retour, les activités reprennent avec de nouvelles opérations sur Oran et Orléansville avec beaucoup de dégâts et hélas aussi beaucoup de levées de corps.

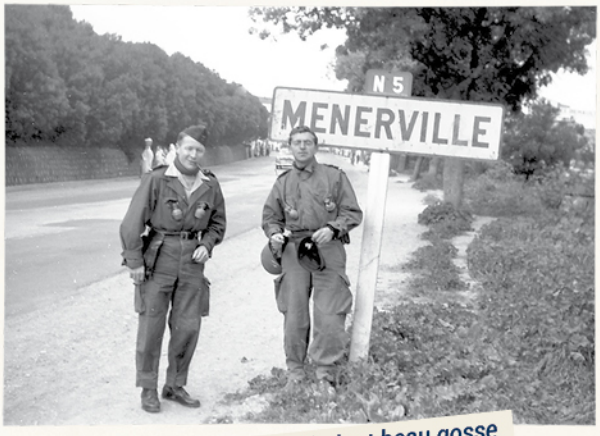
Un soir un coup de fil du Colonel « vous partez demain matin », vous vous préparez pour deux jours.

Pour une de ces missions, un hélico avait été touché au moteur et donc récupérable. Il se trouvait à Ménerville dans le sud.



OUF Les Gorges de la Chiffa sont passées

Nous sommes partis très tôt le matin : un véhicule chargé d'un moteur de rechange, un véhicule d'accompagnement GMC blindé avec mitrailleuse, une jeep, une dizaine de personnes et nous devons franchir les fameuses gorges de la Chiffa, appelées aussi la vallée des Singes, cet endroit est connu pour ses combats sanglants.



Lieutenent Lamy et Adjudant beau gosse

Véritable coupe-gorge, nous traversons cette vallée très tôt le matin, nous étions tous aux aguets, ce n'était pas la première fois que nous nous trouvions à un endroit dangereux, mais les gorges de la Chiffa et leur réputation demandaient encore plus d'attention.

Nous avons franchi cette vallée sans encombre et continué notre route vers Ménerville et Darniette lieu de notre destination finale.



Tout le monde est là mécaniciens et convoyeurs

©M. Pipart



Nous attendons notre destination1959

Nous avons été hébergés dans une coopérative viticole, mais les cuves étaient vides sauf une toute petite avec du rosé. Il fait chaud, deux verres et une grosse sieste.

Quelques temps plus tard, on vient me chercher pour faire les photos de l'échange du moteur.



Le nouveau moteur est installé

Il a commencé au beau milieu d'un champ et nous attendons que les mécaniciens aient terminé, que les pales soient installées pour que l'hélico commence les premiers essais et que les pilotes en prennent possession pour le ramener à la base.

Après le départ de l'hélico, le convoi de retour est reformé et nous sommes repartis.

Merci à Michel Pipart pour son texte et ses photos qu'il a réalisées en sa qualité de chargé de missions

DANS LES **DÉPARTEMENTS**

Drôme / Ardèche – Guilherand-Granges



La section ACPG-CATM-OPEX de Guilherand-Granges en visite chez les gendarmes mobile de l'EGM 11/5

Depuis 2016, la Ville de Guilherand-Granges (Ardèche) parraine l'escadron de gendarmerie mobile (EGM) 11/5 de Sathonay-Camp dans le cadre de l'Association des Villes Marraines des Forces Armées et de la Gendarmerie.

Le 25 juin dernier, répondant à une invitation du chef d'escadron Martin W., commandant de cette unité, une petite délégation de la section ACPG-CATM-OPEX s'est associée à une visite de l'EGM 11/5 par le Conseil municipal des jeunes et quelques élus.

L'accueil des gendarmes fut très chaleureux et les militaires eurent à cœur de présenter leurs délicates voire difficiles missions qui les emmènent très régulièrement dans nos département et territoires d'outre-mer quand ils ne sont pas en interventions sur le territoire métropolitain.

Malgré ces nombreuses sollicitations tout au long de l'année, les militaires ont fait preuve d'une grande disponibilité pour échanger avec ces jeunes et moins jeunes visiteurs qui en ont également profité pour faire connaissance avec les derniers matériels récemment arrivés en dotation tels que le nouveau véhicule d'intervention polyvalent de la gendarmerie (VIPG) baptisé « Centaure ».

Cette journée marquée par un double lien intergénérationnel et celui entre la gendarmerie et la nation restera gravée dans les mémoires en attendant 2026 où l'on célèbrera les 10 ans de ce parrainage.

Cher – Saint-Doulchard



« LIBERTE EGALITE FRATERNITE » - Cette belle devise a été rappelée lors de son allocution par M. le Maire de St DOULCHARD, M. BOUDET qui nous accueillait pour notre CONGRES DEPARTEMENTAL.

Trois mots « forts » souvent oubliés mais qu'il faudrait réapprendre et rappeler au quotidien pour préserver l'unité nationale, la citoyenneté et le civisme.

Belle participation à cet événement hautement symbolique organisé par Mme Jocelyne BOURDIN, nouvelle Présidente Cantonale, sympathisante. 48 Porte-drapeaux étaient à la cérémonie au monument aux morts. M. CHOLLET, représentant du Conseil Départemental avec M. le Maire présents tout au long des échanges ont déposé les gerbes ainsi que M. Georges MERLE Délégué Fédéral. Un repas apprécié par plus de 250 convives a permis un beau moment de convivialité.

Isère – Saint-Martin d'Hères



Il y a tout juste 30 ans, le 1er juillet 1995, un chêne était planté rue Léon-Geist à Saint-Martin-d'Hères, arbre de la paix symbolisant le cinquantième anniversaire du retour en France des prisonniers de guerre.

Paulette Chovelon, a ainsi rappelé l'histoire, en ce mardi 1er juillet, au pied de l'arbre, pour fêter son trentième anniversaire.

Un temps qui permet aujourd'hui d'avoir une pensée particulière pour ces hommes qui, il y a 30 ans, étaient encore 700 réunis à l'Heure Bleue, a rappelé le maire, avant de souligner qu'aujourd'hui la guerre est une préoccupation majeure avec des conflits qui impliquent une soixantaine d'États et qu'il faut donc dire haut et fort « non à la guerre » et clamer « vive la paix ». C'est avec des remerciements chaleureux envers toutes les personnes présentes qu'il a conclu son propos.

Lors des prises de parole, après le dépôt d'une gerbe de fleurs, Paulette Chovelon, au-delà du rappel du congrès de l'ACPG du 1er juillet 1995, a également souligné le rôle important de l'association auprès des anciens prisonniers pour les aider à se reconstruire et reprendre une vie normale dans la société.

Pour clore la cérémonie après la diffusion de l'hymne national, la Marseillaise, suivie d'une minute de silence, la présidente, le maire ainsi que Françoise Gerbier, la co-conseillère départementale du canton et Éric Bois, délégué départemental du Souvenir français, également présent à cette cérémonie, ont salué et remercié tour à tour, les porte-drapeaux de l'ADCPG-CATM Isère, du Souvenir français de l'Isère, de l'Union nationale des combattants et l'Opex Isère-Savoie, du 6e Bataillon des chasseurs alpins.

Var - Fréjus



Le 8 juin, Fréjus a accueilli la cérémonie nationale d'hommage aux «Morts pour la France» durant les guerres d'Indochine (1946-1954).
Présidée par Patricia Miralles, secrétaire d'État chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, la cérémonie s'est tenue au Monument National des Guerres d'Indochine, en présence du Maire David Rachline, d'élus et de nombreuses délégations.
La cérémonie s'est conclue au pied du Mur du Souvenir, où sont gravés les noms des 35 000 soldats morts pour la France et où deux nouvelles plaques commémoratives ont été dévoilées, rappelant l'importance de transmettre la mémoire de leur engagement.
La FNCPG-CATM-OPEX était représentée par Pierre Destarac, vice-président accompagné d'une délégation de l'Ariège et son porte-drapeau Gilles Kerrmann.

Drôme – Vassieux



81 ans plus tard, émouvantes cérémonies à Vassieux-en-Vercors où nous étions réunis, le 21 juillet. Entourés par plus de 80 porte-drapeaux, de nombreux élus, de Mme la ministre déléguée à la ruralité, Françoise Gatel, nous avons rendu un hommage vibrant aux 73 habitants qui ont été massacrés par un ennemi sans pitié.
Grâce au patriotisme de ses habitants, Vassieux-en-Vercors s'est totalement sacrifié pour la cause de la Résistance, pour la Liberté.
Respect et honneur à tous ces morts innocents.
Le 1er régiment de spahis, compagnon de la Libération, était présent aux côtés de Vassieux-en-Vercors, commune compagnon de la Libération.
En 1944, le Vercors s'embrasait dans le combat pour la liberté. Aujourd'hui, comme hier, nous n'oublions pas ceux qui sont tombés pour la France.
La FNCPG-CATM-OPEX était représentée par Paulette Chovelon, présidente de l'AD de l'Isère et vice-présidente de la Fédération.

Rhône – Lyon

Le palais de justice historique de Lyon, situé quai Romain-Rolland (rive droite de la Saône), dans le 5e arrondissement de Lyon, en plein cœur du Vieux Lyon, arbore les couleurs de la France en ce 14 juillet 2025.



Photo Elisabeth Reynard

Landes – Linxe-Taller-Vielle Saint-Girons

COMMEMORATION 80ème ANNIVERSAIRE
DE LA LIBERATION A VIELLE ST GIRONS

A l'occasion de la commémoration du 80ème anniversaire de la Libération, la section PG-CATM de Linxe-Taller-Vielle St Girons a réalisé une exposition unique, à la fois émouvante et pédagogique, retraçant les parcours des soldats de cette section ayant été actifs lors de la guerre 39-45.



Cette exposition, à l'initiative de Jean-Michel BERNARDI qui en était le concepteur, en collaboration avec la médiathèque et le soutien de la mairie de Vielle St Girons, a été visible tout le mois de mai à la salle du Conseil municipal, elle a connu un franc succès
Le Président départemental Pascal SOPHYS et le Président d'honneur Christian BRETTES félicitent Mr BERNARDI et les sections organisatrices.

LES 180 ANS DE LA BATAILLE DE SIDI BRAHIM

(23 - 26 SEPTEMBRE 1845)

La célébration du courage et de l'abnégation des chasseurs à pied.

Fait de bravoure extrême, la bataille reste dans la mémoire des chasseurs à pied et donne son nom au 8e bataillon de chasseurs à pied, dit *bataillon de Sidi-Brahim*. Elle est inscrite sur le drapeau des chasseurs. L'expression « *faire Sidi-Brahim* » est devenue un symbole chez les chasseurs. Dans les Vosges, en Juin 1915, la 6e compagnie du 7e Bataillon des chasseurs alpins tient les pentes de l'Hilsenfirt pendant plusieurs jours et, manquant de munitions, se bat avec des pierres et repousse l'attaque allemande. Les chasseurs y gagnent le surnom de « diables bleus », qui est encore utilisé de nos jours. L'insigne du 7e bataillon de chasseurs alpins est un diable dans un cor de chasse : le cor représente les chasseurs et le diable représente le 7e BCA et leur Sidi-Brahim. « *Ce que les chasseurs célèbrent, ce n'est évidemment pas l'issue tragique de la lutte, mais le courage et l'abnégation d'hommes qui se sont battus farouchement contre tout espoir et même, contre toute raison, par fidélité à une certaine image de marque, par fidélité à une mission, à leurs chefs, à leurs camarades, finalement par fidélité à eux-mêmes* » expliquent les historiens.



La bataille de Sidi-Brahim s'est déroulée en Algérie du 23 au 26 septembre 1845 entre les troupes françaises et celles d'Abd El Kader. Elle s'inscrit dans une série d'affrontements militaires réguliers, de plus ou moins grande ampleur, entre la France et Abd El Kader (1808-1883), proclamé sultan (il préféra le titre d'émir) le 22 novembre 1832 par une assemblée des tribus après que son père eût déclaré le djihad, la guerre sainte, contre les envahisseurs français. Depuis la prise de la smala en mai 1843, la situation à la frontière algéro-marocaine était très tendue du fait de la présence d'Abd El Kader dans ce secteur et aussi en raison de la pression mise par le gouvernement britannique sur le sultan du Maroc pour résister aux ambitions de la France en Algérie. A la suite de la bataille de l'Isly le 16 août 1844 remporté par le général Bugeaud le sultan dut se réfugier au Maroc, mais entrepris de soulever les tribus algériennes, dont beaucoup s'étaient déjà ralliées aux Français.

Tout commence lorsque Lucien de Montagnac partit le 10 Septembre, en reconnaissance du côté de Sidi-Brahim avec une escorte d'une soixantaine de cavaliers du 2e régiment et 350 chasseurs du 8e chasseurs d'Orléans. Le 23, à l'aube, Montagnac décide de se porter vers les cavaliers ennemis aperçus la veille avec une partie du 8e d'Orléans. Ils font 4 km vers l'ouest et surgissant des crêtes environnantes, 5 à 6000 cavaliers arabes, menés par l'émir lui-même, fondent sur la petite colonne. Les hussards chargent, mais les cavaliers sont submergés et bientôt anéantis. Les trois compagnies de chasseurs forment le carré et font face. Au milieu d'elles, Montagnac est parmi les premiers à être mortellement blessé. La lutte va durer 3 heures puis les unités du 8e d'Orléans succombent sous le nombre et sont massacrées.

Le commandant Froment-Coste, resté pour commander le bivouac, est averti de la situation. Il se précipite alors avec la 2e compagnie vers le combat situé à 4 kilomètres. Il ne fera que 2 kilomètres. Les arabes, qui ont vu le mouvement, l'interceptent et l'assaillent de toute part. Froment-Coste est tué. Le capitaine Dutertre reprend le commandement et insuffle un regain de vigueur à la petite troupe assaillie de toutes parts. Blessé à trois reprises, il est finalement fait prisonnier. Bientôt, il ne reste qu'une douzaine de chasseurs que l'adjudant Thomas, au moment de tomber aux mains de l'ennemi, exhorte à se battre jusqu'au bout. Le capitaine de Géreaux, qui a la responsabilité du bivouac depuis le départ du commandant, s'installe à côté du petit édifice de la kouba du marabout de Sidi-Brahim pour se battre, en attendant les secours, rameutant alors le reste de la compagnie soit 80 chasseurs.

LES CHASSEURS SE FONT TUER MAIS NE SE RENDENT JAMAIS

L'émir pense qu'il va facilement écraser le reste de la colonne française, mais il va se heurter pendant trois nuits à leur résistance. Dans l'après-midi du 23 septembre, les



En avant brave bataillon
Jaloux de notre indépendance.
Si l'ennemi vers nous s'avance
Marchons, marchons, marchons
Mort aux ennemis de la France

arabes sont en masse autour de la kouba... et c'est le siège. Les assauts des troupes de l'émir se succèdent. Les vivres et les munitions s'épuisent. Sous le soleil torride, l'eau manque rapidement, mais les chasseurs ne cèdent pas. Le capitaine de Géreaux a fait confectionner un drapeau tricolore de fortune dans le but d'attirer l'attention de la colonne du 10e bataillon de chasseurs d'Orléans qui opère non loin de là. Par trois fois, l'émir Abd El Kader somme les chasseurs de se rendre. À la première sommation, de Géreaux répond que ses chasseurs et lui préfèrent mourir. À la seconde, assortie de menaces contre les prisonniers, il répond encore que ses chasseurs et lui sont à la garde de Dieu et attendent l'ennemi de pied ferme. À la troisième, le caporal Layssière lance : « *Merde pour Abd El Kader ! Les chasseurs d'Orléans se font tuer, mais ne se rendent jamais !* ».

Après les sommations viennent les menaces et bientôt les sévices. Le capitaine Dutertre, fait prisonnier le 23, qui, amené devant la murette, crie à ses camarades : « *Chasseurs, si vous ne vous rendez pas, on va me couper la tête. Moi je vous dis, faites-vous tuer jusqu'au dernier plutôt que de vous rendre.* » Quelques minutes plus tard, suprême intimidation, sa tête tranchée est promenée par les arabes autour de la kouba, bien en vue des défenseurs. Ce sont alors les prisonniers des combats précédents qui sont traînés de même, les mains liées, pour ébranler la détermination des hommes de Géreaux.

UN ASSAUT HEROIQUE ET UNE MARCHE EPUISANTE

Les jours passent, la résistance ne faiblit pas. L'émir décide de faire le blocus du marabout espérant que la faim et la soif aura raison de la résistance des chasseurs. De Géreaux, se rend compte que la situation ne peut plus durer et que les renforts n'arriveront pas. Il décide de percer et d'essayer de regagner Djemaa Ghazaouet, à près de 15 kilomètres. Le 26 septembre, à l'aube, la face nord de la kouba est escaladée, les petits postes arabes complètement surpris sont bousculés et, formé en carré, les blessés au centre, le détachement se met en marche dans la plaine sous le soleil qui monte.

L'épreuve va durer toute la journée. L'issue douloureuse de cette marche héroïque et épuisante connaîtra un dénouement tragique dans le lit de l'oued Mersa, à 2 kilomètres de Djemaa Ghazaouet. Le capitaine de Géreaux lance un assaut à la baïonnette où il succombe avec le lieutenant de Chappedelaine. Dans la journée du 26 et les jours qui suivent, quelques rescapés de la colonne de Montagnac parviendront à rejoindre Djemaa Ghazaouet.16 hommes épuisés, harassés, blessés sont recueillis par la garnison venue à leur rencontre : le caporal Lavayssière, 14 chasseurs et le hussard Nataly. Plusieurs succomberont à leur épuisement et leurs blessures.

UN RETENTISSEMENT EXTRAORDINAIRE

Dès le début, le nom de Sidi-Brahim connut un retentissement extraordinaire. « *Ce qui frappa, ce fut la volonté collective, la cohésion de cette troupe, l'accord intime et la communauté de réaction des cadres et des chasseurs dans leur farouche résistance à la faim, à la soif, à la chaleur, aux menaces, témoignant d'un état d'esprit bientôt connu comme « l'esprit chasseur ». Ce fut aussi l'extraordinaire autorité d'un simple caporal, bel exemple pour ses successeurs, détonant la qualité d'une instruction et d'une formation morale : « le style chasseur ».*

Les restes des héros de Sidi-Brahim furent rassemblés en 1899 à Djemaa Ghazaouet (Nemours) dans le « Tombeau des Braves ». Ils furent ramenés en France en 1962 et déposés dans le musée des chasseurs au Vieux-Fort de Vincennes en 1965. Ils reposent depuis 1995 dans le Tombeau des Braves au château de Vincennes (crypte du pavillon du Roi). La Sidi-Brahim est traditionnellement célébrée entre le 21 et le 25 septembre de chaque année et notamment lors des journées Bleu-Jonquille à Vincennes où les différents corps de chasseurs et l'escadron du 2e régiment de hussards se retrouvent pour la cérémonie de transfert du seul et unique drapeau des chasseurs d'une unité à l'autre.

Paul Philipart



Abd El Kader© musée de Chantilly

ROBERT BADINTER AU PANTHÉON

La force des combats d'un humaniste puisée dans son histoire personnelle



L'ancien ministre de la Justice Robert Badinter entrera au Panthéon le 9 octobre, date coïncidant avec le 44ème anniversaire de l'abolition de la peine de mort en France dont il est l'auteur. « *Son nom devra s'inscrire au côté de ceux qui ont tant fait pour le progrès humain et pour la France* » avait affirmé Emmanuel Macron lors d'un hommage après sa mort en février 2024, ouvrant la voie à sa panthéonisation, comme il l'avait fait pour Simone Veil (2018), Maurice Genevoix (2020), Joséphine Baker (2021) et les résistants Missak et Mélinée Manouchian.

« *Robert Badinter n'était pas contre l'idée d'une entrée au Panthéon* » avaient confié les proches de l'ancien garde des Sceaux à un conseiller d'Emmanuel Macron. « *Sa famille tient à une grande sobriété* » confiait ce dernier à l'époque. De son vivant, l'emblématique ministre de la justice de François Mitterrand avait refusé toute décoration, que ce soit l'Ordre national du mérite ou la Légion d'honneur. Dés la disparition de cette « *Grande conscience morale* », « *d'un juste entre les justes* », « *une figure du siècle* » selon les hommages quasi-unanimes, plusieurs voix s'étaient élevées pour demander l'entrée de l'ancien ministre et président du Conseil constitutionnel au Panthéon.

Tout au long de sa vie, il aura incarné la lutte pour le droit international et pour le respect des droits fondamentaux, à commencer par son opposition inlassable à cette peine inhumaine et insoutenable qu'est la peine de mort. Tous se souviennent de cette déclaration devant les députés : « *J'ai l'honneur, au nom du gouvernement de la République, de demander à l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort en France* ». Au ministère de la Justice, c'est lui encore qui fit supprimer les juridictions d'exception dont la Cour de sûreté de l'État née après la guerre d'Algérie, la loi anticasseurs créée après les événements de Mai 1968, qui instaura le travail d'intérêt général, abrogea le délit d'homosexualité, qui prit position pour la réinsertion des détenus, défendit une série d'évolutions du code pénal ainsi que la lutte contre l'antisémitisme.

« C'est cela mon adolescence à moi ! »

Il avait 13 ans en octobre 1941, quand son oncle a été arrêté. Il avait été dénoncé et envoyé au camp de Drancy et, de là, il a disparu. Il avait 14 ans quand sa grand-mère paternelle de 80 ans, a été arrêtée par des policiers français sur ordre de Bousquet et envoyée à Drancy d'où elle a sûrement suivi le même chemin, mais il n'en a rien su. Il avait 15 ans quand son père a été déporté par la police allemande, sur ordre de Klaus Barbie [...] « *C'est cela mon adolescence à moi* !» avait-il déclaré. Mais, par un détour dont elle a le secret, l'existence lui a même permis d'obtenir justice. Quarante ans après l'arrestation de son père, Klaus Barbie sera extradé de Bolivie en France où Robert Badinter, alors garde des Sceaux, le fera poursuivre pour « crimes contre l'humanité ».

C'est le titre cette série, diffusée au printemps 2025, une immersion exceptionnelle dans les procès Barbie, Touvier et Papon qui ont jugés des responsables de la déportation, de la torture et de la persécution de milliers de Juifs et de résistants. Ils avaient été filmés à la demande de Robert Badinter. « *C'est la grande idée de Robert Badinter dont on mesure la vision historique, qui décide, avec le procès Barbie, d'autoriser ce qui est interdit dans les prétoires, c'est-à-dire la captation d'images et de sons* » explique Gabriel Le Bonin auteur de cette série qui a marqué le monde combattant et tous ceux qui luttent contre l'antisémitisme et les discriminations.

LA PUISSANCE IMMERSIVE DE SES HEURES D'AUDIENCE

Avant 1987, les seules images des procès étaient les croquis. Grâce à ce changement, avec la loi du 11 Juillet 1985 qu'il a défendue, les caméras sont entrées dans les prétoires pour saisir ces procès historiques et notamment

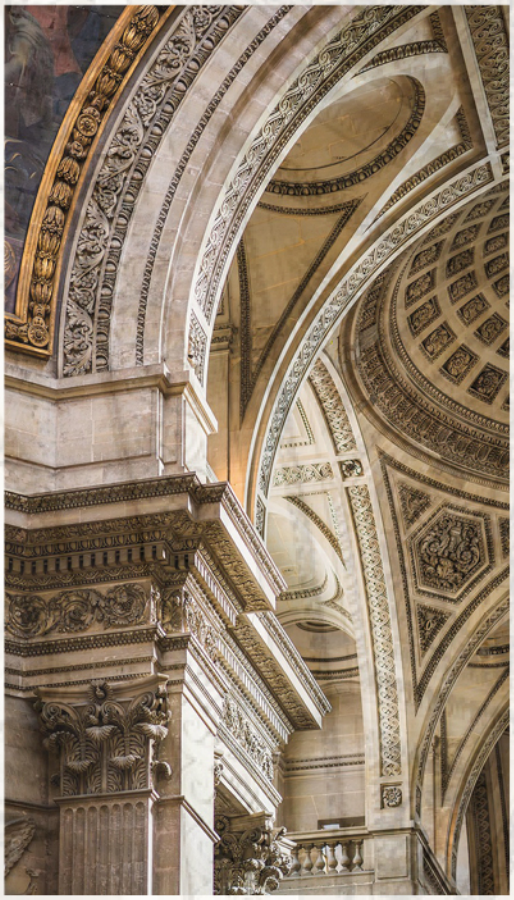


ceux de Barbie, Papon et Touvier qui ont été enregistrés dans leur intégralité. « *C'était chez moi une vieille passion, une vieille idée née avec les archives des actualités de 1945. J'avais vu au cinéma l'arrivée de Laval au procès Pétain et c'était extraordinaire (...) Je me suis toujours dit « Mon dieu on ne conserve rien de ces instants extraordinaires », c'est un moment de l'histoire qu'on ne saisit pas et ça m'a toujours préoccupé* », relatait l'ancien garde des Sceaux sur Public Sénat en octobre 2010. « *Sans Robert Badinter, il y aurait eu ce trou de mémoire. Parce qu'aujourd'hui, le procès Barbie, ça aurait été quelques lignes dans le livre d'histoire, mais absolument pas la puissance immersive de ses heures d'audience* » ajoute Gabriel Le Bonin pour qui l'une des images les plus fortes du procès Barbie, est l'arrivée de l'accusé dans le tribunal : « *C'est un homme banal qui rentre dans le tribunal [...] et pourtant, il est l'incarnation du mal. Il va regarder les avocats les uns après les autres, il va regarder les victimes et tous vont dire « On a ressenti une douche froide, on a ressenti quelque chose d'effrayant qui a traversé la salle » et en fait, beaucoup ont reconnu Barbie en raison de ce regard-là* ».



Depuis la promulgation de cette loi, voilà 40 ans, plus d'une vingtaine de procès ont été enregistrés et archivés aux Archives nationales, 4 pour actes terroristes dont les attentats du 13 novembre 2015, trois procès portant sur le génocide des Tutsis au Rwanda, un pour l'explosion de l'usine AZF à Toulouse (2009) ... Connaitre hier pour comprendre aujourd'hui grâce à une trace mémorielle unique, tel était l'objectif de Robert Badinder. Et il a réussi car comme l'expliquait l'un des avocats des parties civiles au procès Barbie, Alain Jakubowicz dans la Tribune Dimanche : « *Ces reportages ont été regardés comme une série de Netflix par plus de 5 millions de personnes. Ça montre l'intérêt que les gens y portent. Ces procès ont une vertu : Il y a eu un avant et un après, et ils participent à l'instruction civique et républicaine de nos concitoyens* »

Paul Philippart



SENAT

Question de Mme Nicole Bonnefoy (Charente - SER) publiée le 13/03/2025

Mme Nicole Bonnefoy attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants sur une injustice flagrante et insupportable subie par un grand nombre d'anciens combattants qui, par leur comportement courageux et valeureux, comme par leurs actions exceptionnelles au combat, mériteraient de se voir décerner la médaille militaire. Ils sont nombreux à remplir toutes les conditions nécessaires et à répondre à tous les critères précis - une citation individuelle attribuée à la suite d'une action d'éclat ou une blessure de guerre - pour que la Nation les honore par l'attribution de cette médaille. Cependant, au vu du nombre restreint de médailles militaires décernées chaque année, et au regard de l'âge avancé d'un grand nombre de nos concitoyens concernés, il est évident que tous ceux qui correspondent aux critères d'attribution de la médaille militaire ne pourront obtenir celle-ci. Il est pourtant urgent de répondre à leur attente légitime. Nous ne pouvons accepter une telle discrimination. En effet, il parait normal et cohérent que le nombre de décorations de l'Ordre national de la Légion d'Honneur et de l'Ordre national du mérite, par exemple, soit limité et contingenté, puisqu'il n'y a pas de critères précis imposés pour être promus dans ces ordres prestigieux. Il s'agit là de la reconnaissance globale et générale par la Nation d'une vie exemplaire ou d'actions exceptionnelles, en prenant en compte de façon objective et subjective, un certain nombre de faits et d'actes. Mais, il en va différemment pour la médaille militaire dans la mesure où l'attribution de celle-ci correspond à des critères bien précis. Tous ceux qui remplissent ces critères doivent pouvoir en bénéficier : l'attribution de cette médaille ne saurait donc être restreinte et contingentée. Elle lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour attribuer la médaille militaire à tous ceux qui, par leur action et leur engagement au service de la Nation, y ont droit. Ce serait une mesure de justice et d'équité qui honorerait la République, en rendant hommage aux plus valeureux de ses citoyens.

Réponse du Ministère délégué auprès du ministre des armées, chargé de la mémoire et des anciens combattants publiée le 29/05/2025

Les décorations officielles françaises permettent de récompenser les militaires ayant servi dans les forces armées, notamment, lors des conflits successifs, en proportion de leurs mérites et de la valeur de leurs actions au combat. Les parcours sont appréciés individuellement pour l'octroi d'une décoration, au regard de la réglementation et des critères d'appréciation des conseils des ordres nationaux, souverains pour agréer les propositions soumises par les ministres, dans leurs domaines d'attributions respectifs, pour l'admission ou l'avancement dans les ordres nationaux ou, exclusivement par le ministre des Armées, pour la concession de la Médaille militaire. Les ordres nationaux et la Médaille militaire, ainsi que les décorations décernées en raison de mérites acquis à titre militaire ou civil, forment un système de distinctions honorifiques cohérent et complet, issu de la réforme des récompenses nationales voulue par le Général de Gaulle et menée de 1962 à 1963. Le rapport du décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite expose que « la revalorisation de la notion de décoration, en tant que marque d'honneur accordée par l'Etat, impose une limitation non seulement des effectifs des attributaires des divers ordres, mais encore du nombre des décorations elles-mêmes. » Le contingentement des plus hautes distinctions honorifiques a ainsi pour objet de les préserver de toute dévaluation qu'induirait un trop grand nombre d'attributaires. Régie par les articles R. 136 et suivants du code de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite, la Médaille militaire est décernée par décret du Président de la République, lors de deux promotions annuelles. Destinée à récompenser les militaires non officiers, elle peut être attribuée à ceux qui comptent huit années de services militaires, à ceux qui ont été cités à l'ordre de l'armée, quelle que soit leur ancienneté de service, à ceux qui ont reçu une ou plusieurs blessures en combattant devant l'ennemi ou en service commandé, à ceux qui se sont signalés par une action d'éclat ou par un acte de courage et de dévouement méritant récompense, ainsi qu'à ceux qui ont accompli un parcours opérationnel et professionnel remarquable. La définition des mérites précités, de différentes natures,

est prise en compte pour la sélection des meilleurs profils pouvant être soumis à l'avis du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur, compétent pour statuer sur les propositions faites pour la concession de la Médaille militaire. Dès lors, les critères d'attribution ne peuvent se distinguer en essence de l'attribution des deux ordres nationaux. Les modalités de concession de la Médaille militaire sont soumises aux mêmes règles que celles prévues pour l'admission et l'avancement dans la Légion d'honneur, « prononcés dans la limite de contingents fixés par décret du Président de la République pour une période de trois ans. » La fixation des contingents est une prérogative exclusive du Président de la République, seul compétent pour déterminer l'évolution du nombre des croix et des médailles pouvant être attribuées. S'agissant du personnel n'appartenant pas à l'armée active, le contingent annuel est fixé à 740 médailles militaires par le décret n° 2024-262 du 25 mars 2024 fixant les contingents de Médailles militaires pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026. Il est enfin précisé que ces mérites peuvent être considérés dans l'attribution d'un ordre national et que, par conséquent, le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur considère que les mérites déjà récompensés par l'admission dans un ordre national, tenant compte des services militaires ou des faits de guerre, citations avec croix ou blessures de guerre, ne peuvent donner lieu à la concession de la Médaille militaire, en l'absence de mérites nouveaux.

Publiée dans le JO Sénat du 29/05/2025 - page 2835

Question de M. Hugues Saury (Loiret - Les Républicains) publiée le 01/05/2025

M. Hugues Saury attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants sur les inégalités du dispositif d'indemnisation destiné aux anciens Harkis ayant séjourné dans des camps en France après la guerre d'Algérie.

La loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français a permis une reconnaissance salutaire de la nation envers ceux qui l'avaient épousée sans recevoir un traitement digne. À cette reconnaissance symbolique s'est ajouté un dispositif visant à réparer le préjudice subi par les harkis, leurs familles et les rapatriés d'Algérie « du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie ».

L'application de ce dispositif comprend cependant une limite.

En effet, le texte de loi prévoit une indemnisation de 2 000 euros pour un séjour inférieur à trois mois, de 3 000 euros pour un séjour supérieur à trois mois, et 1 000 euros par année supplémentaire passée dans ces camps. Or, le dispositif limite les indemnisations aux séjours ayant eu lieu jusqu'au 31 décembre 1975. Néanmoins, certains camps sont demeurés ouverts au-delà de cette date, sans amélioration significative des conditions de vie des résidents. Cette restriction temporelle conduit à limiter le droit à la réparation des personnes. C'est particulièrement le cas de celles nées après la fin de l'année 1960, alors enfants et qui sont restées dans ces camps après 1975. La date retenue par le dispositif apparaît ainsi arbitraire.

Au regard de ces éléments, il souhaite obtenir des précisions sur les raisons de ce choix et rappelle l'importance pour l'ensemble des anciens Harkis et de leurs familles d'une indemnisation conforme au principe constitutionnel d'égalité.

Publiée dans le JO Sénat du 01/05/2025 - page 2111

Réponse du Ministère délégué auprès du ministre des armées, chargé de la mémoire et des anciens combattants publiée le 29/05/2025

La loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français, précise que la période au titre de laquelle les demandeurs peuvent obtenir réparation des préjudices subis s'étend du 20 mars 1962 au 31 décembre 1975, date de fermeture administrative de ces structures et donc de fin de tutelle administrative de l'Etat ; la décision de fermeture des camps et hameaux ayant été actée lors du Conseil des ministres du 6 août 1975. La présence continue, ou le retour de personnes dans ces lieux au-delà du 31 décembre 1975 n'ouvre pas droit à une réparation complémentaire. Le Gouvernement ne prévoit pas à ce jour de modifier cette borne temporelle, qui constitue un fondement essentiel du dispositif actuel de reconnaissance et de réparation.

Publiée dans le JO Sénat du 29/05/2025 - page 2836

OPERATION HUMANITAIRE

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES



Vous avez la possibilité de faire un don pour l'opération de rénovation des chambres des pensionnaires ou hospitalisés, celles-ci ne sont plus aux normes et l'Etat ne prend en charge que 80 % du montant des travaux.

Les chèques devront être libellés au nom de la FNCPG-CATM, en précisant dans votre courrier qu'il s'agit de l'opération au profit de l'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES et en indiquant le numéro de votre département.

D'ores et déjà les Présidents des Associations départementales ont été prévenus de ce grand mouvement de solidarité qui vient s'inscrire dans la lignée de nos anciens.

Merci pour votre générosité.
Hubert Chazeau

Jusqu'au 30 septembre 2025





BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL

Le PG CATM

Je désire m'abonner au journal national **"LE PG-CATM"** moyennant un règlement annuel ci-joint de **20 euros** (1) par chèque à l'ordre du journal **"LE PG-CATM"**, 6, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Etranger : tarif de l'abonnement : **22 euros.**

Nom . . . . . Prénom . . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .Ville . . . . . .



LES MOTS CROISÉS
de François Creseveur

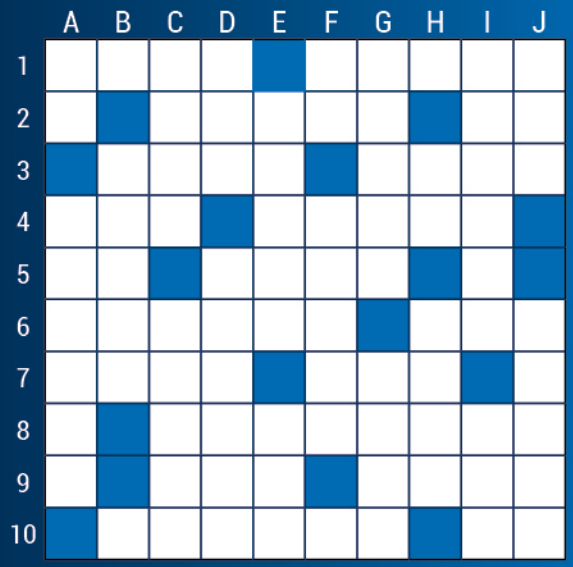
Problème de SEPTEMBRE 2025

HORIZONTAL :

1/ Lèse – Pour les Grecs cela faisait 185 mètres
2/ La médecine utilise ce rayon – Abréviation d'affiliation pour travailler en France après trois mois de séjour
3/ Gagnent une destination – Ce val à intégré la couronne d'Aragon en 1313
4/ de s'habiller – Il a écrit « Revoir deux fois pour voir juste, ne vois qu'une fois Pour voir beau »
5/ Fini avec isthmique – Lieu de villégiature recherché
6/ Être de l'avis des autres – Recueil de bons mots
7/ C'est une province en Autriche – Hors champ
8/ Avec plusieurs emplois il en fait parti
9/ Proféré après coup – Elle peut être blanche avant utilisation
10/ Contribuerait à modifier le destin – Débute avec Isabelle la Catholique

VERTICAL :

A/ Drame lyrique au pays du Soleil Levant – Entrée sans autorisation
B/ La guêpe italienne beaucoup moins virulente (bien que) que le frelon asiatique
C/ Il y a eu à Paris en 39-45 (il y avait même un chef) – Fils du soleil
D/ Poudre de chêne – Préparation avant d'en mettre une couche
F/ Direction du vent – Jojo était la mascotte de l'équipe de Cousteau
G/ Doublé c'est routinier – Termes connus du bagad de Lann Bihoué
H/ Degré musical – Groupe ethnique de la région de Djibouti
I/ Fibre synthétique – ça ne pèse pas lourd
J/ Précurseur d'OSS 117 – Edifices sacrés chez les Romains



SOLUTION DU PROBLÈME (JUILLET/AOÛT)

HORIZONTALEMENT
1) AEROPORTS
2) UTE – NAIFS
3) SIED – RUE
4) COLISEE – ME
5) ULULE – RIA
6) LE – ARPENTE
7) TROTTE – DOT
8) REITRE
9) RAI – REUSSI
10) INN – RE – AS

VERTICALEMENT
A) AUSCULTER
B) ETIOLER – AI
C) REELU - ORIN
D) DILATE
E) SERTIR
F) ONCE - PETER
G) RA – ERE – RUE
H) TIR – INDES
I) SFUMATO – SA
J) SEE – ETAIS.

NOTE de LECTURE



Les résistantes
Le rôle crucial des femmes face au nazisme
Philippe Collin

«C'est tout aussi passionnant et juste que sur les ondes. « La Tribune Dimanche» Un livre choral remarquablement illustré.» Challenges

À travers les destins croisés de cinq résistantes, Philippe Collin retrace le rôle crucial longtemps oublié des femmes dans la lutte intérieure et extérieure face au nazisme entre 1940 et 1944. Souvent réduites à une poignée de clichés romantiques, les femmes dans l'histoire de la Résistance française sont longtemps restées invisibles. Or, dans un pays vaincu, humilié et privé en partie de sa population masculine emmenée en Allemagne en captivité dès l'été 1940, les femmes furent les premières à réagir et à initier un esprit d'insoumission. Parmi elles, deux figures illustres : Lucie Aubrac et Geneviève de Gaulle. Ainsi que trois femmes demeurées dans l'ombre : Mila Racine, Simonne Mathieu et Renée Davelly.

Destins emblématiques ou méconnus, les trajectoires de ces cinq résistantes vont s'entremêler et se répondre : un récit choral et global qui redonne toute leur place aux femmes au côté des hommes.

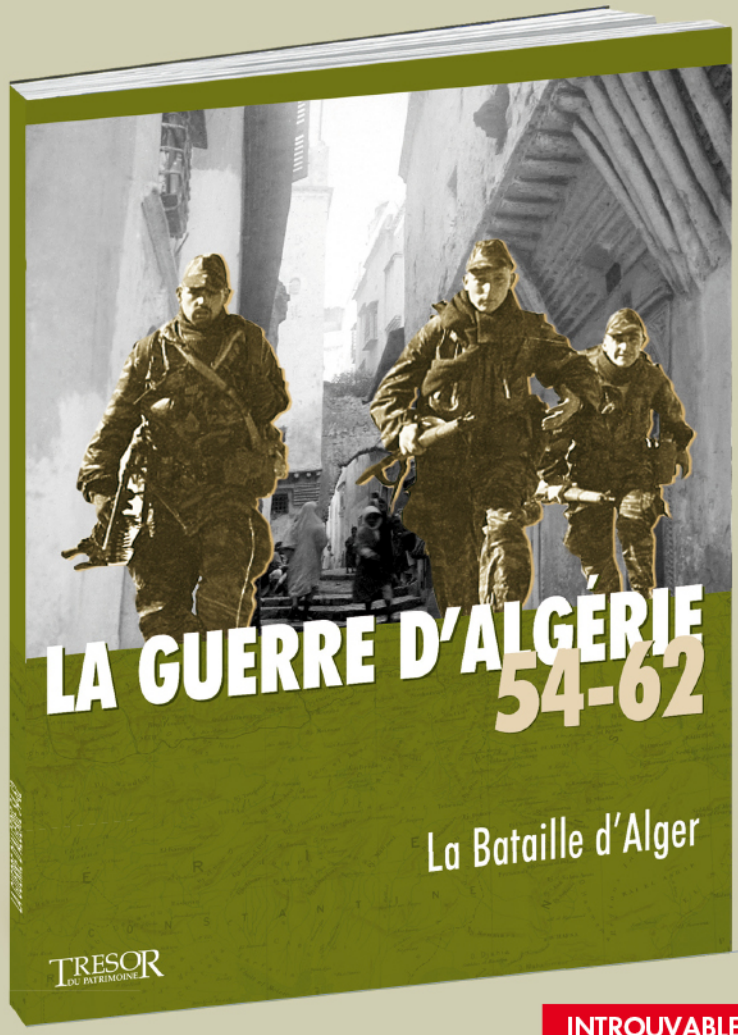
Date de parution : 02-04-2025
Editeur : Albin Michel
Collection : Histoire
Nombre de pages : 448
Prix FNAC : 26 €

Le PG CATM
74e année - Nouvelle série
Pages spéciales départementales incluses
SEPTEMBRE 2025 - N° 1071
Mensuel de la Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre et Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc.
Reconnue d'utilité publique sous le titre «Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre» par décret du 1er avril 1948.
Directeur de la publication : H. CHAZEAU
Rédactrice en chef : P. CHOVELON
Comité de Rédaction : P. CHOVELON - P. PHILIPPART - C. CHAZEAU
6, rue de l'Amiral Courbet 75016 PARIS.
Tél : 01 53 64 20 00 - fax : 01 53 64 20 20
Email : fncpg@fncpg-catm.org – Internet : www.fncpg-catm.org
Abonnements :
Un an (11 Numéros : 20 €)
Etranger : 22 € - C.C.P. Paris 5500-08
Les imprimeries SODIMPAL-LECERF
111 Rue du Général de Gaulle
76520 Franqueville-Saint-Pierre

Mistral Média
22 rue La Fayette
75009 PARIS
Tél : 01 40 02 99 00

OFFRE GRATUITE*

0€
au lieu de ~~16,95€~~



UN LIVRE D'HISTOIRE RICHEMENT ILLUSTRÉ ET DOCUMENTÉ

Plongez au cœur de l'histoire avec ce livre GRATUIT* sur la bataille d'Alger !
Revivez l'intensité de 1956-1957, une aventure unique pour comprendre les coulisses d'un épisode majeur de l'histoire contemporaine. Découvrez les enjeux, les stratégies et les destins croisés qui ont marqué un tournant décisif de la Guerre d'Algérie.

- Grand format : 222 x 296 mm
- Livre broché • 80 pages
- 98 illustrations • De nombreuses photos d'époque en couleurs et en noir et blanc.

INTROUVABLE EN LIBRAIRIE

LIRIADE

+ EN CADEAU POUR TOUTE COMMANDE



La reproduction grand format de la photo du paquebot "Ville d'Alger".
Format : 210 x 297 mm.

RCS Paris B 410 714 885. Offre réservée aux personnes majeures. *+5,98€ de frais de traitement.

POUR COMMANDER : VOTRE CODE PRIVILÈGE 1648W

Par courrier en précisant le code **1648W** sur l'enveloppe

Par téléphone : 7 jours sur 7 de 8h à 20h
0 892 680 181 Service 0,40€ / min + prix appel

bataille-alger.liriade.fr
Indiquez le code **1648W** dans votre panier

À retourner sans affranchir sous enveloppe à : LIRIADE - Libre-Réponse 40181 - 27039 ÉVREUX CEDEX 7800063 1648W/P4898

❑ **OUI,** envoyez-moi ce **LIVRE GRATUIT*** **"La Bataille d'Alger" à 0€** au lieu de ~~16,95€~~ accompagné de son cadeau (1 par foyer).

Ci-joint ma participation aux frais de traitement de 5,98€ par :
❑ Chèque à l'ordre de LIRIADE
❑ Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard)
N°: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de validité : |_|_|_|_| Cryptogramme au dos de ma carte : |_|_|_| (indispensable)

Délais de livraison : 7 jours environ. Offre valable pour la France métropolitaine et Monaco sous 1 mois, ne m'engage à rien d'autre. Offre de lancement.

Envoyez-moi sans obligation d'achat et suivant la lettre jointe à mon envoi les autres livres de la collection "Guerres du XXe siècle".

Mme/M. : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Pour mieux vous servir : Date de naissance : _____
Téléphone : _____
E-mail : _____

Date : |J|J|M|M|A|A|

Signature obligatoire :

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à LIRIADE - Service clientèle - BP 10884 - 27008 Évreux Cedex, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel d'actifs de Reder SAS.

Groupe L'HOMME MODERNE

144K25